

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : Vendredi 2 Octobre 2020

Date d'affichage : Vendredi 2 Octobre 2020

<b>OBJET :</b>	<b>Contrat d'ouverture d'une ligne de crédit de trésorerie</b>
----------------	--

L'an deux mille vingt, le huit octobre 2020, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Alexandra PULIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Florence CARBOULET, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle EGELE, Mathilde LARGILLET, Coraline KULCZYCKI, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Thomas OMIETANSKI, Julien FRANQUET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER

**Absents ayant donné pouvoir :** Mr SOUMARE a donné procuration à Mme CARLIER R.  
Mr BRAHMA a donné procuration à Mr MERVILLE

**Absents :** Mme VARLET

**Secrétaire de séance :** Mme CARBOULET

<b>Nombre de</b>	<b>En exercice :</b>	<b>33</b>	<b>Vote :</b>	<b>Pour :</b>	<b>32 / 32</b>
<b>Conseillers</b>	<b>Présents :</b>	<b>30</b>		<b>Contre :</b>	<b>0 / 32</b>
<b>Municipaux :</b>	<b>Votants :</b>	<b>30 + 2 procurations</b>		<b>Abstentions :</b>	<b>0 / 32</b>

### Délibération :

Considérant que la ligne de trésorerie d'un montant maximum de 1 500 000 € conclue avec la Banque Postale arrive à échéance le 4 novembre 2020.

Considérant que l'objectif poursuivi localement depuis de nombreuses années est de payer les entreprises dans le délai réglementaire alors que les subventions d'investissement attendues ne seront versées qu'ultérieurement dans des délais variables en fonction du stade d'avancement de chaque opération d'investissement, le contrat dont il est question permet à la commune de pouvoir faire face aux insuffisances de trésorerie ponctuelles et de respecter ses engagements contractuels.

Considérant l'offre de la Banque Postale en date du 24 septembre 2020 dont les caractéristiques principales s'établissent comme suit :

Montant maximum : 1 500 000 €

Durée maximum : 364 jours

Taux d'intérêt : 0.870 %

Base de calcul : 30/360

Modalités de remboursement : Paiement trimestriel des intérêts et de la commission de non utilisation. Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale.

Date d'effet du contrat : Trois semaines après la date d'acceptation de la proposition et au plus tard le 24 novembre 2020.

Garantie : Néant

Commission d'engagement : 1 500 €, payable au plus tard à la prise d'effet du contrat

Commission de non-utilisation : 0.150 % du montant non utilisé payable à compter de la date de prise d'effet du contrat, trimestriellement à terme échu le 8<sup>ème</sup> jour ouvré du trimestre suivant.

Modalités d'utilisation : L'ensemble des opérations de tirage et de remboursement est effectué par internet, via la mise à disposition du service « Banque en Ligne » de la Banque Postale.

Tirages/Versements - Procédure de crédit d'office privilégiée

Date de réception de l'ordre en J avant 16h30 pour exécution en J+1

Toute demande de tirage/remboursement devra être réalisée au plus tard le jour ouvrable précédant la date d'échéance de la ligne

Montant minimum : 10.000 € pour les tirages

**Le Conseil Municipal,**

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le contrat de ligne de crédit (tel que décrit ci-dessus) avec la Banque Postale à hauteur de 1.500.000 €.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



**Michel VENIAT**

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*